

**Le cul-de-sac progressiste du Parti Québécois
par Mathieu Bock-Côté, candidat au doctorat en sociologie, Université du Québec à Montréal**

Texte paru dans *L'Action nationale*, mars/avril 2005, p.152-172.

Cependant, j'essaie de comprendre. Qu'est-il arrivé depuis des années, aux peuples d'Europe, dont les Français, pour qu'on les découvre soudain si démunis de fierté? Je me dis que l'esprit social a fini par dévorer l'esprit national. La social-démocratie est gestionnaire avant d'être patriote. La gauche est révolutionnaire avant d'être nationale.

Louis Pauwels, La liberté guide mes pas

Risquons l'hypothèse facile ; elle n'en demeure pas moins la plus probable. Depuis le 30 octobre 1995 et la déclaration bien connue de Jacques Parizeau dont les souverainistes ne sont toujours pas revenus et qui hante la classe politique, la « crise » de la conscience collective, propre aux sociétés de la modernité tardive, a pris au Québec des allures de psychodrame, comme si le vieux fond malade de l'imaginaire canadien-français, pétri dans la honte de soi et l'angoisse de la disparition, avait soudainement refait surface avec la réapparition de la défaite sur une question existentielle. Comme si la mauvaise conscience occidentale, un temps endiguée aux frontières du pays par l'intensité du débat sur la question nationale et la présence partout visible de la mémoire franco-québécoise dans l'espace public, s'était d'un coup déversée dans l'imaginaire francophone, à tout le moins, dans celui d'une frange de l'élite d'autant plus susceptible de reprendre les mots codés du progressisme identitaire qu'elle y a vu une preuve manifeste de son propre cosmopolitisme. L'actualité politique est là pour nous rappeler à quel point les élites sont devenues sensibles à la moindre accusation d'ethnocentrisme dans la définition du « nous » national. La dernière élection québécoise en a donné encore une fois l'illustration quand le chef du Parti Québécois s'est confondu en excuses et explications pour sortir du piège que lui avait tendu le chef libéral lors du débat télévisé. Tout comme lors de la dernière élection fédérale, quand le Bloc Québécois et son chef ont emprunté une rhétorique qui n'avait rien à envier au multiculturalisme fédéral pour définir la nation québécoise comme société pluraliste aux valeurs progressistes –les valeurs québécoises, décalque souverainiste des valeurs canadiennes mises de l'avant par le Parti libéral du Canada- si bien affirmées qu'il apparaîtrait ridicule de faire appel à la mémoire francophone et à la conscience historique dans laquelle elle est investie pour la caractériser.

C'est le grand débat sur l'identité collective qui sollicite depuis une dizaine d'années l'intelligentsia souverainiste et qui piège ceux qui s'y retrouvent. Par un programme d'ingénierie identitaire, il faudrait créer une nouvelle nation québécoise¹. D'un modèle, périmé, on passera à un autre, désirable, parce que correspondant à la réalité complexe de la société contemporaine. Un mot s'est rapidement imposé : il faudrait être nationaliste civique². La plupart ont pris l'étiquette pour éviter les mauvaises réputations. Tous ont néanmoins appris les mots clefs du catéchisme pluraliste : inclusion ou exclusion, reconnaissance ou ethnocentrisme, ouverture ou fermeture, les oppositions ainsi définies tranchant nettement entre les vertueux et les autres. Le peuple québécois

¹ . Michel Venne (dir.), *Penser la nation québécoise*, Québec/Amérique, 2000

² . Dernière manifestation en date, les *Cahiers du 27 juin*, qui cherchent à fonder l'appartenance nationale dans la Charte québécoise des droits et libertés de la personne en détachant la « citoyenneté québécoise » de la communauté historique par laquelle elle s'est historiquement exprimée. La revue s'est tout de suite taillée une place appréciable dans l'espace intellectuel et médiatique.

s'est fait désigner autrement pour ne plus exclure personne de sa définition: « Québécois et Québécoises de toutes origines », c'est désormais son nom, tournure d'esprit spécialement souverainiste, le PLQ et l'ADQ n'ayant que très rarement participé à cette grande parade pluraliste résultant d'une conversion soudaine au multiculturalisme à la québécoise. Le nationalisme civique a recadré les paramètres de la question nationale en la redéfinissant selon les prescriptions associées au pluralisme identitaire patronné par la Charte des droits de la personne, parfait décalque de la doctrine canadienne du PLC recentrée dans les frontières québécoises. Ouvrages et articles sur la question se sont multipliés, chaque fois pour moderniser l'identité nationale et la démarquer des empreintes de la mémoire canadienne-française. Fait à rappeler, dès 1999, l'entreprise de rénovation programmatique du Bloc Québécois l'avait conduit à renier le concept des deux peuples fondateurs, y voyant une trace de nationalisme « ethnique » à proscrire des formulations officielles de la doctrine souverainiste. Ce n'était pas là qu'un faux pas, mais l'appel d'une marche à suivre, marquant la cadence du pied gauche, en nouvelle direction, celle du nationalisme de la table rase, fait pour plaire aux citoyens du monde qui se multiplient au sein d'une élite francophone confondant allégrement ouverture à l'autre et renoncement à soi.

L'idée pourtant classique d'une lutte nationale d'abord menée pour des raisons « identitaires » est désormais congédiée dans un discours médiatique qui cherche à sophistiquer l'argumentaire souverainiste en le dénationalisant. Il est de moins en moins aisé – en fait certainement périlleux – d'articuler le discours souverainiste aux prescriptions politiques qu'on peut trouver formulées de manière plus ou moins explicite dans la conscience historique francophone³. La censure médiatique pèse, certes, mais plus encore, celle des « pluralistes » associés au mouvement qui cherchent à nettoyer son héritage culturel en javellisant le particularisme franco-québécois qui le teinte encore tout en menant l'inquisition contre ses membres incomplètement convertis à la révélation multiculturelle. Pour devenir le projet de tous les Québécois, le souverainisme ne doit plus d'abord être celui de la majorité française. Que le groupe porteur du projet national soit francophone cause désormais problème et compromettrait le caractère véritablement démocratique de l'option. Opération logique comme une autre qui permet de décentrer le projet national du sujet historique qui le porte, opération politique qui vise à marginaliser les militants nationalistes et faire passer les indépendantistes pour de malsains radicaux en rupture avec la modernité québécoise. Dans un rapport qui a reçu une diffusion significative depuis sa publication, trois jeunes députés péquistes, vite identifiés à la relève du Parti, ont dit de la souveraineté « *qu'elle [ne peut plus être] une réponse aux injustices commises hier et l'aboutissement historique d'une démarche entreprise jadis* »⁴. Les députés, écriront aussi que « *rattachée à la survie de la langue et du peuple québécois, on voit mal en quoi la souveraineté peut être une réponse aux problèmes sociaux qui se vivent au jour le jour* »⁵. Propos repris par André Boisclair, ex-ministre en exil académique, qui dans une récente livraison de *L'Actualité*, faisant le tri entre le bon grain progressiste et l'ivraie nationaliste, marquait une nette rupture entre sa génération et les précédentes, celles-là cherchant à réparer les erreurs du passé en entretenant un nationalisme « vindicatif », « belliqueux » et « passéiste », la sienne formulant un projet « positif », sans « ressentiment », « ouvert à l'avenir » et cherchant à faire du Québec une société modèle, écologiste et

³ . Sur la dénationalisation du souverainisme québécois, on lira l'excellent Jacques Beauchemin, *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois*, VLB, 2002

⁴ . Alexandre Bourdeau, Stephan Tremblay, Jonathan Valois, *La tournée des Mousquetaires*, Juin 2004, p.12

⁵ . Alexandre Bourdeau, Stephan Tremblay, Jonathan Valois, *La tournée des Mousquetaires*, Juin 2004, p.12

progressiste à l'heure de la mondialisation⁶. Dans un cas comme dans l'autre, on assume le discrédit du nationalisme traditionnel pour soutenir et articuler la lutte indépendantiste. La conscience historique francophone, travaillée par la vieille mais durable aspiration nationale à la pleine existence politique, serait désormais insuffisante pour rassembler une majorité souverainiste. Insuffisante ; à bien lire, et pas seulement entre les lignes, on doit même comprendre qu'elle est contre-productive, les nouveaux souverainistes pouvant d'autant mieux définir un projet de société multiculturel et délié des motivations propres à la majorité francophone qu'ils sauront renier explicitement ce qui reste de la vieille identité canadienne-française toujours agissante dans la conscience nationale. Ce que soutient aussi Elsie Lefebvre, nouvellement élue avec l'élection partielle de Laurier-Dorion qui a fait campagne, selon son propre aveu, non pas sur la souveraineté, mais sur la social-démocratie, un principe valant bien l'autre selon les circonstances et l'électorat à travailler. La jeune député a répété à plusieurs reprises, par ailleurs, que la souveraineté n'avait de sens, pour elle, que dans la perspective de la construction d'une société social-démocrate. « *La souveraineté n'est pas une fin en soi, [...], c'est seulement un super moyen d'arriver où on veut* »⁷. La jeune députée incarne de manière particulièrement exemplaire ce déplacement des préoccupations de la relève péquiste, d'abord intéressée à modeler un certain type de société et trouvant dans la souveraineté un cadre approprié à l'intérieur duquel travailler à son élaboration.

Il faut repenser l'option souverainiste et trouver de nouvelles raisons de faire l'indépendance, non tributaires de la mémoire francophone et du nationalisme à travers lequel elle s'est historiquement déployée. La souveraineté sera d'autant plus pertinente qu'elle sera déliée d'une symbolique jugée vieillie qui, dit-on, ne parviendrait plus, de toute manière, à rejoindre une jeunesse davantage intéressée par les « causes sociales » que par la souveraineté, comme l'ont soutenu les délégués à l'Université du Nouveau Monde⁸. Dans la souveraineté, il faudrait investir un projet de société, une certaine idée de ce que sera le Québec libre sans laquelle l'indépendance ne parviendrait plus à faire « rêver ». Nouvelle mouture du vieux programme « socialisme et indépendance », probablement, avec les nuances qu'imposent le changement d'époque et la révision à la baisse des espoirs investis dans l'eschatologie socialiste. C'est à cette entreprise de redéfinition fondamentale de l'option souverainiste que sera consacré le prochain Congrès national du Parti Québécois. Précisions : c'est plutôt cette démarche qui sera consacrée, dans la mesure où la *Saison des idées* a cadré les débats relatifs à la modernisation de l'option dans cette perspective sans laisser aux militants nationalistes la possibilité de se soustraire à une délibération engagée explicitement pour les renvoyer à la périphérie du mouvement.

Pour des raisons qui s'expliquent, les souverainistes sont historiquement marqués à gauche dans l'espace public québécois. La Révolution tranquille, aussi nationale fut-elle, s'est trouvée contemporaine de la décolonisation et des belles heures de la social-démocratie occidentale. Le Québec a trouvé moyen d'y faire des progrès remarquables, qu'il ne faut certainement pas oublier en révoquant tout l'héritage institutionnel qui lui est associé. Mais le mouvement souverainiste s'en est trouvé adjoint d'une aile gauche très militante qui a contribué à définir les orientations programmatiques du Parti et à l'éloigner trop souvent d'un électorat qui n'aurait pas été

⁶ . Konrad Yakabuski, *Un futé à l'école des « smattes »*, L'Actualité, 15 avril 2005, p.34-37

⁷ . Danielle Stanton, *Elsie Lefebvre. La plus jeune députée du Québec*, Elle Québec, Février 2005, p.63

⁸ . Caroline Touzin, *Des jeunes de 15 à 30 ans réunis en colloque. Les causes sociales avant la souveraineté*, La Presse, 22 août 2004, A1

réfractaire à l'idée d'indépendance si elle n'avait été accompagnée du bric-à-brac idéologique de l'époque. Il n'en demeure pas moins que le Parti Québécois s'est d'abord défini comme un parti de coalition liant des nationalistes de différentes allégeances – nationalistes de droite du RN, indépendantistes orthodoxes et généralement à gauche du RIN, nationalistes centristes du MSA- au sein d'une même formation mandatée pour faire aboutir la lutte pour l'indépendance politique. C'est cette coalition que Bernard Landry, à l'aube de la *Saison des idées*, cherchait à rebâtir en appelant à la mémoire du fondateur du Parti. « *C'est en puisant à l'esprit même de sa fondation que le Parti Québécois doit se moderniser. [...] Dès sa fondation, le Parti Québécois se constitua en coalition de souverainistes de toutes tendances et de tous horizons autour d'un programme d'accession à l'indépendance nationale. René Lévesque a su transcender les différences et rallier les énergies de notre peuple autour d'un projet d'épanouissement collectif dans lequel tous les souverainistes se sont reconnus. Ce rassemblement national, cette vaste coalition souverainiste, voilà ce que nous devons recréer* »⁹. L'intention était là, pourtant simplement définie et finalement modérée ; elle ne fut pas respectée, dans la mesure où l'aile gauche du Parti, croyant son heure arrivée, a profité de la *Saison des idées* pour entreprendre une reprogrammation de l'option souverainiste en dehors des prescriptions élémentaires du leader péquiste qui avait pris soin de faire une place dans le Parti à tous ceux cherchant à s'investir dans la lutte pour l'indépendance. De force d'appoint, le progressisme veut devenir pivot central du mouvement souverainiste.

On peine évidemment à livrer une lutte nationale sans référer implicitement ou explicitement à l'identité du peuple qu'on cherche à émanciper. Il y a certaines évidences qui s'imposent même au plus têtard des gauchistes. Pas de lutte nationale sans sujet historique auquel référer dans cette démarche. Pas de sujet historique sans substrat à partir duquel le définir, sans une certaine consistance identitaire malaxée par l'histoire et apparaissant politiquement sous la forme d'une communauté de mémoire et de culture. Pris dans ce paradoxe – référer à l'identité d'un peuple dont on refuse par ailleurs de reconnaître la mémoire qu'on croit souillée par le « nationalisme ethnique » - les souverainistes ont cru trouver la réponse dans la définition d'une nouvelle identité québécoise construite artificiellement et de toute pièce par une armée d'intellectuels mobilisés pour la cause en bricolant une synthèse autour de certains matériaux tirés du dernier quart-de-siècle québécois. Une identité associée au modèle québécois et aux valeurs progressistes en matière sociale et culturelle qu'on pense y retrouver. C'est devenu en quelques années un lieu commun, le Québec serait « à gauche » alors que le Canada serait « à droite ». L'appartenance au Québec passe désormais par les valeurs « québécoises », les souverainistes revenant de manière insistante sur le caractère progressiste de la société québécoise, pour la distinguer des autres sociétés continentales, plutôt conservatrices, moins ouvertes aux différences, moins solidaires et plus individualistes. Le Québec serait la plus européenne des sociétés américaines. Les souverainistes croient démontrer cela en avançant quelques preuves : le Québec serait nettement plus permissif en matière morale, culturelle et sociale, comme on le verrait autour d'enjeux comme la légalisation des drogues douces ou dures, l'approche préventive en matière de criminalité et l'ouverture supposée aux mariages gays¹⁰. On trouverait là la

⁹ . Bernard Landry, *La saison des idées*, Le Devoir, Le devoir, 18 octobre 2003

¹⁰ . Un récent sondage de L'Actualité tend pourtant à infirmer la plupart de ces propositions. Sauf sur la question des politiques sociales, où ils semblent disposés à subir une fiscalité plus élevée pour disposer de certains services, les Québécois sont plutôt divisés sur les questions emblématiques de la différence québécoise pour la nouvelle gauche. 83% des Québécois plaident pour un durcissement des peines contre les criminels, 48% s'opposent à la légalisation de la marijuana alors que seulement 45% y sont favorables. Le décalage entre le consensus progressiste des élites et les valeurs de la population est bien marqué, comme le remarque le

vertu d'un Québec évolué, en avance sur la morale continentale et son rigorisme protestant. Le vieux fond latin du catholicisme québécois aurait prédisposé le Québec moderne à toutes les innovations sociales pour en faire une Californie enneigée, certainement la province canadienne la plus ouverte aux suggestions les plus radicales de la modernité avancée. Le progressisme intrinsèque de la modernité francophone rendrait la société québécoise particulièrement réceptive à toutes les différences cherchant à s'y faire reconnaître, dans un climat de solidarité encore une fois étranger à l'individualisme des voisins anglo-saxons. Le Québec disposerait d'une fiscalité cherchant à construire une société sans trop de disparités dans la répartition des richesses, l'impôt servant ici non pas à financer les tâches fondamentales de l'État mais à reconstruire la communauté politique selon les prescriptions d'un Bien commun défini par la synthèse de toutes les doctrines égalitaires disponibles. Nul problème à partir de là pour l'aile gauche du Parti et sa compréhension particulière de l'option nationale: on sera d'autant plus québécois qu'on avancera un projet de société progressiste permettant au Québec d'aller au terme de ce qu'il peut être : une petite Scandinavie nord-américaine avec une morale néerlandaise, une Suède soixante-huitarde, le relais nordique de Porto Alegre, ce sera au choix. On aura congédié la mémoire, la conscience historique, quelques fois la langue, encore plus les symboles nationaux : le secret du national se trouve dans les politiques sociales. Le Québec sera, ou serait déjà, altermondialiste, écologiste et pour cela attaché au « développement durable », féministe et probablement multiculturel ou interculturel, selon qu'on nomme les choses par leur nom ou pas. La nouvelle déclaration de principe proposée par le Parti Québécois en donne un bon exemple, dans la mesure où la souveraineté devient le cadre d'un *projet de pays* où le peuple québécois est défini comme « *écologique, solidaire, démocratique, francophone, inclusif, pacifique, prospère, créatif et fier de lui* »¹¹. On recherchera moins la souveraineté pour elle-même qu'en tant qu'instrument et cadre d'une nouvelle société à construire. Le projet de pays du Parti Québécois permettra ainsi *d'imaginer le Québec souverain*, comme nous y invite le Bloc Québécois. Le Québec souverain ne pourra être que radicalement autre que celui pris dans les tenailles fédérales. Il faut en dessiner les contours, en annoncer les grandes orientations, montrer comment l'indépendance rendrait possible l'addition d'une nation dissidente dans la mondialisation. Ce souverainisme nouvelle manière, post-nationaliste, cosmopolite et libertaire, qu'incarne très bien Gilles Duceppe, reproduction québécoise de la *Cool Britannia* de Tony Blair et du Parti démocrate *radical chic* de Bill Clinton au début des années 90, fait la synthèse entre un certain réformisme économique et un progressisme moral et culturel qui l'éloigne des valeurs plus traditionnelles associées aux classes moyennes et populaires et du sens commun qui les accompagne.

Ce socialisme évolué qui sert de prêt-à-penser à la gauche caviar fait certainement bon chic bon genre et plait aux parvenus du cosmopolitisme montréalais. Dans un article publié au lendemain des dernières élections fédérales, où le Bloc Québécois a fait une campagne qui aurait été celle du NPD si elle n'avait été souverainiste, Richard Martineau, qui tient chronique à l'hebdomadaire *Voir*, félicitait ainsi Gilles Duceppe d'avoir su moderniser le discours souverainiste en l'adaptant aux préoccupations des nouvelles générations. « *S'il y a un politicien qui pourrait "revitaliser" l'option souverainiste, c'est bien Duceppe. Contrairement à Parizeau ou à*

professeur Jean-Hermann Guay qui y voit peut-être « le reflet d'un profond écart entre le discours officiel et ce que pensent les gens dans les chaumières ». Isabelle Grégoire, *Y a-t-il une droite au Québec*, L'Actualité, 1^{er} avril 2005, p.20-29

¹¹ . *Un projet de pays. Cahier d'amendements au programme en vue des congrès de circonscription. Document de travail*, Parti Québécois, 2005, p.3

Bouchard, qui se laissaient trop souvent emporter par l'émotion, Duceppe n'est pas un preacher, un prophète. Sa voix ne tremble pas lorsqu'il évoque l'indépendance, ses yeux ne se remplissent pas d'eau lorsqu'il nous parle de l'île aux Coudres ou de Cacouna. Il ne rêve pas de grands champs de blé battus par des hordes blondes, il ne ressuscite pas le fantôme des Patriotes chaque fois qu'il se retrouve devant un micro, l'indépendance qu'il défend n'est pas victimaire, revancharde ou passéiste, c'est une indépendance moderne, branchée sur le présent »¹².

Souverainisme nouveau genre, fièrement affranchi de cette pathologie que serait le nationalisme. Un souverainisme fait sur mesure pour la télévision radio-canadienne et les bons quartiers montréalais où se croisent la gauche en foulard du Plateau Mont-Royal et la droite en costard de la rue Saint-Laurent. Un souverainisme sans ancrage populaire. Un souverainisme qui exemplifie bien, toutefois, le fossé croissant entre un électorat nationaliste traditionnel dans ses préoccupations et une nouvelle classe d'intellectuels et de politiciens qui ne se sentent plus redevables envers le sentiment populaire et la conscience historique franco-québécoise.

On aurait tort de voir dans la conversion progressiste du souverainisme québécois un simple déplacement tactique du projet national sur des questions susceptibles de le revitaliser à même les préoccupations sociales de l'heure. Ce serait voir une manoeuvre stratégique là où on assiste en fait à la redéfinition de la raison d'être du mouvement, à la formulation de nouvelles orientations fondamentales qui remettent en question la coalition péquiste. S'il y avait simplement déplacement tactique, les souverainistes seraient conséquemment bien disposés à réviser la stratégie définie dans la mesure où elle s'avère peu ou pas fructueuse dans la promotion de l'option. En fait, c'est d'une métamorphose idéologique dont il s'agit. Plusieurs se sont réjouis de la victoire de la candidate péquiste Elsie Lefebvre dans Laurier-Dorion, le soir des élections partielles de septembre 2004. Pourtant, le fait déterminant de ces élections partielles se trouvait ailleurs, à Québec, dans la circonscription de Vanier, où l'électorat appuyait un candidat adéquiste plutôt qu'un péquiste pour succéder au ministre démissionnaire Marc Bellemare. L'ADQ confirmait ainsi son implantation dans la région de Québec au détriment du Parti Québécois. Peu se sont demandés pourquoi et comment un tel déplacement de vote pouvait s'expliquer, la plupart se contentant de plaider des circonstances atténuantes, même exceptionnelles, liées à la fermeture de la radio CHOI et au positionnement de l'ADQ dans certains dossiers chauds sur la scène locale. Peu ont cherché à comprendre de quelle manière et autour de quelles questions un vote nationaliste mais conservateur semblait avoir déserté le Parti Québécois pour s'exprimer désormais – et plus seulement se réfugier- à l'Action démocratique. Peu se sont demandés si le réalignment progressiste de l'option souverainiste et sa dénationalisation préalable – et paradoxalement conséquente- n'entraînaient pas le Parti Québécois dans un cul-de-sac dont il risquait de ne plus savoir comment sortir. Ils n'ont pu se le demander parce que la formulation d'une telle question aurait exigé la transgression du dogme selon lequel la société québécoise en elle-même et pour l'essentiel serait progressiste. Dogme qu'un sociologue un peu doué aurait pu déconstruire depuis longtemps et facilement en remarquant que s'il y a au Québec comme ailleurs des progressistes, on y trouve aussi des conservateurs, les premiers n'étant pas plus Québécois que les seconds, ceux-là formant probablement d'ailleurs une forme de majorité silencieuse, relativement modérée, certes, mais bien loin de l'image d'un Québec à la californienne que nous suggèrent les pontifes progressistes du mouvement. Si le Québec est différent en Amérique du Nord, ce n'est pas par ses politiques sociales ou les valeurs du consensus progressiste qui tient captif sa population, mais par sa langue, sa culture, sa mémoire, son identité. Ce

¹² . Richard Martineau, *Indépendance : naissance d'un commis voyageur*, Voir, 1^{er} juillet 2004, p.8

sociologue, avec une perspicacité minimale, aurait pu révéler aux leaders péquistes ce qu'ils ne semblent pas comprendre : même l'électorat souverainiste ne recoupe pas l'électorat progressiste et le dépasse très significativement, et parler à l'un en pensant s'adresser à l'autre consiste en fait à diffuser un mauvais signal dans la population, consiste surtout à rabattre le mouvement national sur sa faction minoritaire.

Il suffit de pratiquer une sociologie relativement grossière du vote souverainiste pour en repérer les composantes déterminantes. Passons rapidement sur le nationalisme orthodoxe des indépendantistes acquis au Parti Québécois et sur l'aile gauche du mouvement, déjà mentionnée. On repèrera aussi un nationalisme centriste, s'exprimant hier par le MSA, aujourd'hui localisé dans la grande région métropolitaine et formant certainement la charnière centrale du mouvement national. Celui-là, même s'il lui demeure pour l'instant fidèle, pourrait certainement basculer dans une nouvelle forme d'expression politique si le Parti Québécois s'entête à s'aligner sur l'aile gauche du mouvement. Un nationalisme conservateur et régional, enfin, dont on ne doit pas sous-estimer les effectifs, rallié au Parti Québécois à travers le RN et qui a toujours constitué l'aile droite du mouvement souverainiste. Un électorat qui, dans la région de Québec, a commencé à désertir un Parti Québécois prêt à tout pour plaire à Françoise David sans faire le moindre signe aux électeurs de Mario Dumont. Un électorat qui fait la synthèse censément impossible entre une défiance manifeste envers le modèle québécois et un fort sentiment nationaliste dans la mesure où celui-ci s'exprime à travers les raisons fortes autrefois avancées par les souverainistes qui, misant sur l'appartenance nationale des Québécois pour les convaincre de se rallier à leur option, parvenaient ainsi en bonne partie à transcender les clivages réels entre la « gauche » et la « droite », clivages qui ne peuvent toutefois que réapparaître dans la mesure où la question nationale est mise en jachère ou repositionnée sur l'axe gauche-droite. Mais c'est un électorat que l'aile progressiste du Parti Québécois semble disposé à sacrifier en le tenant une fois pour toutes acquis par l'ADQ. Même François Legault – une personnalité pourtant d'abord associée au nationalisme péquiste de centre-droit et qui pourrait encore jouer un rôle déterminant pour rapatrier une bonne frange de l'électorat nationaliste en exil partisan s'il consentait à occuper le créneau naturel qui est le sien- se résigne ainsi à la perte du vote nationaliste de droite en faisant le pari qu'il trouvera un électorat souverainiste élargi en configurant la coalition péquiste sur de nouvelles bases. « *Certains militants du Parti québécois pourraient s'opposer à ce qu'on clarifie les choix de société qui seront faits au lendemain de la souveraineté du Québec, de crainte que ces choix n'éloignent du parti des souverainistes plus conservateurs. Je crois qu'il faut faire le pari qu'en définissant dès maintenant un projet de société social-démocrate, nous pourrions rallier plus de militants, plus de nouveaux arrivants, plus de jeunes et peut-être même une partie de cette gauche « altermondialiste » qui songe à fonder un nouveau parti. Car être souverainiste, c'est justement affirmer le pouvoir qu'ont les peuples à définir les formes concrètes de solidarité. Et le budget d'un Québec souverain sera la meilleure illustration des valeurs sociales qui nous sont chères* »¹³. Que le Parti Québécois voit son électorat se désagréger, comme c'est le cas dans les environs de la Capitale nationale, ne semble pas inquiéter outre-mesure le député de Rousseau dans la mesure où la nouvelle définition qu'il donne de l'option souverainiste repose justement sur la recomposition d'une nouvelle alliance progressiste, clairement à gauche de l'échiquier politique, rassemblant sous le pavillon d'un commun projet de société les altermondialistes, les « communautés culturelles », les sociaux-démocrates et ceux des nationalistes qui consentiront à suivre une tel assemblage par souverainisme inconditionnel. Pensée magique ou non, on peut

¹³ . François Legault, *Services publics en péril*, Le Devoir, 30 septembre 2003

néanmoins se demander comment un électorat conservateur qui se calcule en centaine de milliers de votes sera d'autant plus facilement rapatrié dans le camp souverainiste qu'on cherchera à mettre encore plus de l'avant les raisons qui ont motivé sa désertion.

Il n'en demeure pas moins étonnant qu'une formation politique bien établie comme le Parti Québécois cherche à ce point à récupérer une fraction marginale de son électorat dispersé dans quelques comtés montréalais alors qu'il se désintéresse de la sécession de toute son aile droite. On peut difficilement y voir autre chose qu'une forme d'aveuglement idéologique, dans la mesure où ce vote progressiste marginal et clairement groupusculaire semble peser davantage dans le calcul des péquistes qu'un vote nationaliste certainement réfractaire au programme social du Parti mais néanmoins souverainiste d'une manière ou d'une autre. Un aveuglement idéologique dans la mesure où le Parti Québécois craint bien plus d'être débordé sur sa gauche qu'amputé sur sa droite, contrairement aux indications conjointes du sens commun et de la sociologie électorale. Jacques Brassard, dans ses chroniques au *Quotidien* de Chicoutimi, a multiplié les mises en garde au Parti Québécois dans sa tentative de s'aligner sur une nouvelle définition de l'option souverainiste dictée par son aile gauche risquant de couper le Parti du Québec réel. Brassard l'a bien décrit. « *S'il y a un danger à vouloir définir avec trop de précisions ce que sera le Québec souverain, c'est celui de s'engager dans des voies qui devraient normalement faire l'objet de débats entre les partis politiques (et les divers acteurs de la société) quand le Québec sera devenu un pays, et non pas être imposées aux citoyens au moment de choisir la souveraineté. Cela me déplairait beaucoup de donner mon appui à un projet de pays comportant des divagations anti-mondialistes, des relents gauchistes contre l'économie de marché et une forme de totalitarisme écolo hyper-reglementé. Merci pour moi! [...] Je suis certain que de vouloir configurer avec force détails le Québec d'après l'accession à la souveraineté comporte des risques d'embardees idéologiques qui en rebuterait plusieurs au moment du vote. Plus concrètement, je dirais qu'il n'est pas politiquement souhaitable de s'aliéner les souverainistes de l'ADQ en leur présentant le projet de pays accompagné d'un projet de société qui leur répugne. Et il ne s'agit pas là de fine stratégie, mais tout simplement de gros bon sens* »¹⁴. Brassard marque bien là le principal problème de ce souverainisme progressiste qui prend désormais toute la place au Parti Québécois : l'indépendance en elle-même ne peut ni ne doit préjuger d'un certain modèle de société. En cherchant à transvider la question nationale dans la question sociale, on en mine rapidement la portée mobilisatrice en divisant les souverainistes contre eux-mêmes. La démocratie québécoise saura accueillir de très nombreuses questions une fois le Québec parvenu à la pleine existence politique, les mêmes pour lesquelles se disputent les grands et petits partis dans toutes les sociétés occidentales. Mais la souveraineté n'a pas pour vocation de résoudre d'un seul mouvement toutes les questions qui se posent à une société normale disposant de l'ensemble de ses institutions politiques. Il y a de bonnes et de mauvaises raisons de faire l'indépendance et on ne peut toutes les additionner sans discréditer les premières par l'effet dissuasif des secondes. Il y a plusieurs façons de décliner les bonnes, suffisamment pour que tous les parcours souverainistes sérieux finissent par s'y rencontrer, dans la mesure où chacune suppose d'abord l'existence d'une question nationale irrésolue centrée sur la question du statut politique et dont la résolution n'a pas pour vocation d'enfanter une nouvelle société mais seulement un nouveau pays. Quant aux secondes, elles participent toutes à la même mentalité utopique que Christian Dufour a cru déceler chez les souverainistes en

¹⁴ . Jacques Brassard, *Des jeunes ouverts sur le monde et réalistes*, Le Quotidien, 13 octobre 2004, p.9

demandant s'ils étaient tous de charmants rêveurs investissant d'autant plus d'espoir dans l'indépendance qu'ils n'en voient plus vraiment l'horizon¹⁵.

Si la souveraineté en elle-même n'est ni à gauche, ni à droite, il n'en demeure pas moins qu'il existe désormais des souverainistes à gauche et à droite, la tâche du Parti Québécois consistant à les faire voter ensemble pour un même programme malgré leurs différentes affinités idéologiques. C'est la responsabilité des dirigeants du Parti d'en préserver la cohérence en trouvant les compromis nécessaires entre ses factions pour préserver l'indispensable unité des souverainistes, désormais à refaire. Ce programme ne peut qu'être ouvert à tous les souverainistes et s'inscrire dans la longue histoire des luttes québécoises pour la pleine existence nationale – ce qui implique une réaffirmation sérieuse des raisons fortes misant sur l'appartenance nationale et la nécessité pour le peuple québécois de faire ses propres choix, de disposer de sa pleine liberté politique. Il doit aussi faire tenir ensemble une majorité souverainiste qu'on peut rassembler au centre de l'échiquier politique, comme l'a maintes fois suggéré Joseph Facal en invitant le Parti Québécois à mener lui-même sa propre entreprise de modernisation. Une coalition hétéroclite ne peut durer sans se voir tiraillée par ses différentes composantes, et le retard pris dans la résolution de la question nationale provoque comme il va de soi la réapparition de problèmes politiques qui ne recourent pas nécessairement celui du statut politique et dont on espérait reporter la résolution après la souveraineté. De là d'ailleurs une des raisons de l'urgence de l'indépendance : la coalition souverainiste ne pourra pas exister éternellement. Les conséquences politiques de la marginalisation métropolitaine d'un Parti Québécois aligné sur le progressisme urbain de la frange la plus réduite de son électorat marquerait très probablement une éclipse durable de la lutte pour l'indépendance telle qu'elle a été reprise de la tradition nationaliste au moment de la Révolution tranquille. On ne saurait en sous-estimer les effets néfastes et ruineux pour le peuple québécois, le fédéralisme canadien l'enfermant dans un cadre politique contraire à la pleine expression de ses intérêts nationaux les plus fondamentaux. Retarder significativement l'accession à la souveraineté risque de provoquer la mort lente et la déchéance d'un peuple en pleine anémie démographique, moralement hédoniste avec une conscience historique minée par le multiculturalisme contemporain et disposant à peine des demis-moyens nécessaires à son véritable ressaisissement et à la pleine expression de ses intérêts fondamentaux. Il faut alors faire ce qu'il faut pour sortir le mouvement souverainiste de l'impasse où l'a conduit son aile gauche en appelant à une forme de redressement national, de ressaisissement collectif centré non plus sur un modèle de société à imaginer mais sur la possibilité pour le Québec de disposer enfin de la totalité de ses capacités nationales. La souveraineté n'est pas une planche à dessiner offerte aux esprits créatifs en manque de société idéale et ne doit plus être présentée comme telle. Promettre un monde aux milles merveilles après la souveraineté est non seulement un mauvais mensonge qu'on se conte à soi-même sans vraiment y croire; mais il s'agit surtout d'une stratégie politique contre-productive qui fragmente les souverainistes plutôt que de les fédérer.

Il faut colmater les brèches là où elles se trouvent. Le principal problème pour le Parti Québécois consiste à rapatrier dans ses rangs un vote nationaliste de droite qui le déserte à mesure où il précise le type de pays qu'il entend construire avec l'indépendance. Personne n'a jamais demandé au Parti Québécois de passer à

¹⁵ . Christian Dufour, *Lettre aux souverainistes québécois et aux fédéralistes canadiens qui sont restés fidèles au Québec*, Stanké, 2000, 142 p.

droite et aux souverainistes d'endosser un programme conservateur. Mais pour que l'unité des souverainistes s'impose, il faut que la question nationale s'impose et que le programme du parti soit acceptable pour la majorité de la population, un programme plutôt centriste, très modérément social-démocrate, s'il le faut et puisque la tradition du Parti l'impose, mais d'abord nationaliste et orienté vers l'accession à l'indépendance. On peut espérer qu'une part significative des nationalistes de droite est probablement encore disposée à se rallier au Parti Québécois s'il se recentre sur son option en la définissant traditionnellement telle qu'elle a toujours été comprise et non plus tel qu'on cherche actuellement à la refonder. Il n'y a aucun vote à gagner à gauche. Le demi-pourcent d'exaltés altermondialistes et socialisants que le Parti Québécois s'évertue à rapatrier dans ses rangs risque de lui aliéner un électorat autrement plus important, centriste ou conservateur, mal disposé envers les questions privilégiées par son aile gauche mais d'abord et avant tout fidèle au Québec. La gauche cosmopolite et libertaire qui a capté la question nationale pour la recycler dans la rhétorique des valeurs québécoises provoque l'éclatement en accéléré d'une coalition souverainiste disparate qui ne sait plus quoi faire avec une option en voie de devenir ésotérique même pour ses plus convaincus militants. Cette gauche doit renoncer à son emprise sur l'option et rouvrir cette dernière à toutes les manifestations du nationalisme souverainiste. Mais c'est là peut-être trop demander aux militants progressistes qui se sont emparés du Parti Québécois. Et qui sont aujourd'hui les pires alliés du mouvement souverainiste.

-Fin-